

Service de la Santé de la Protection Animale et de  
l'Environnement  
Rue Ferdinand Buisson  
BP 40019 - 62022 Arras

Arras, le 25/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Abattoir Intercommunal de Fruges**

15, Rue du Marais  
62310 Fruges

Références : DDPP62 2026 01156  
Code AIOT : 0100007356

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement Abattoir Intercommunal de Fruges implanté 7, Rue de l'abattoir 62310 Fruges. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à un signalement sur une potentielle pollution des eaux rejetées par l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Abattoir Intercommunal de Fruges
- 7, Rue de l'abattoir 62310 Fruges
- Code AIOT : 0100007356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir multi-espèces connu au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par un arrêté d'autorisation en date du 4 août 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	Demande d'action corrective	1 jour
9	Stockage déchets et sous-produits animaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 5.1.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
16	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19	Demande d'action corrective	1 jour
17	Capacité	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 1.3.1	Sans objet
4	Prétraitement	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.4.1	Sans objet
5	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.5	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet en STEP	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.5.2	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 7.8.3	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Sans objet
12	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13	Sans objet
14	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Sans objet
15	Connaissance des produits, Etiquetage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18	Sans objet
18	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un point de vigilance doit être fait sur :

- la capacité de la rétention par rapport au stockage des produits ;
- le stockage et l'évacuation des bidons de produits une fois vides ;
- le maintien de la propreté des zones collectant les eaux pluviales ;
- le maintien de la propreté de la zone de stockage, des bennes et de la station de prétraitement ;
- le maintien du bon fonctionnement de la rétention de la cuve à sang.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant le 8 mars 2019 et complétés les 9 mai et 1er octobre 2019.
<b>Constats :</b> Les installations et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément au dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.  L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.  Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une bonne intégration paysagère et est correctement entretenue.  Néanmoins, certaines zones nécessitent des points de vigilance en termes de nettoyage : <ul style="list-style-type: none"><li>• sur l'avant du site, au niveau de la zone de stockage des poubelles, il a été constaté la présence de bidons vides de produit de nettoyage en dehors de celle-ci (sur l'herbe à côté de la réserve des eaux pluviales);</li><li>• au niveau de la fumière couverte, il a été constaté d'importants débordements en dehors des bennes de collectes de matières stercoraires et de matières issues du prétraitement. Cette zone est sur rétention et les jus sont redirigés vers la station de prétraitement;</li><li>• devant l'accès au prétraitement, il a été constaté l'entreposage de bidons vides de flocculants, de bidons avec un contenu indéterminé, ainsi que de la paille propre et souillée. Cette zone n'est pas sur rétention et dirigée vers la récupération des eaux pluviales;</li><li>• sur l'arrière du site au niveau de la zone de lavage des bacs, il a été constaté la présence de matière organique en dehors de la zone de récupération des eaux usées (zone de récupération des eaux pluviales).</li></ul>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un point de vigilance doit être apporté principalement sur ces zones:

- les bidons de produit doivent être évacués vers les filières agréées de façon régulière afin d'éviter tout stockage ou débordement sur des zones non dédiées qui se trouvent sur le réseau de collecte des eaux pluviales ;
- les matières organiques en dehors des locaux doivent faire l'objet d'un ramassage immédiat ;
- un nettoyage régulier des bennes (avant leur enlèvement) et de la zone servant à la récupération des stercoraires et celles issues du prétraitement doit être fait, des mesures doivent également être prises afin d'éviter tout débordement en dehors des bennes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.2.1

**Thème(s) :** Autre, Protection des ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

L'alimentation en eau est réalisée par le réseau public d'alimentation en eau potable géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux et Assainissement de Fruges et Coupelle-Neuve.

Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.

Le réseau d'eau potable est équipé de disconnecteurs et clapets pour éviter les phénomènes de retour d'eau.

La consommation maximale en eau du site est de 200 m<sup>3</sup>/j.

La consommation annuelle est de 24000 m<sup>3</sup>.

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau : raclage à sec des effluents avant nettoyage des stabulations, ramassage des déchets à la source, maintien des paniers et des grilles au niveau des siphons lors des opérations de nettoyage, évacuation directe des contenus digestifs par pompe vers fumière.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est notablement inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La vérification des consommations en eau de l'établissement est faite par l'intermédiaire des factures du distributeur. Aucun relevé hebdomadaire n'est fait par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une mise en place d'un relevé hebdomadaire de la consommation totale en eau du site doit être faite pour un prélèvement inférieur à 100m<sup>3</sup> / jour, pour un prélèvement supérieur un relevé journalier doit être fait.

La consommation totale en eau, le nombre de jours d'abattage, le tonnage réalisé ainsi que la consommation en eau par kilo de carcasse pour l'année 2025 devront être fournis au service d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



#### N° 4 : Prétraitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage et un dégraisage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>L'installation de prétraitement comprend un dégrilleur à maille 6 mm, un poste de relevage équipé de 2 pompes de 45 m³/h chacune, un tamis de maille 500 µm de type séparateur de phase, un bassin tampon comportant 2 pompes alimentant en alternance un dégraisseur aéré raclé avec physico-chimie.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues : vérification hebdomadaire du bon fonctionnement des pompes et du dégrilleur, enlèvement quotidien des refus de dégrillage, nettoyage hebdomadaire du poste de relevage, vérification quotidienne de l'état du tambour et de l'efficacité du nettoyage automatique, nettoyage de la goulotte à déchets.</p> <p>L'installation est équipée de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si un dépassement des valeurs limites imposées est observé, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'installation de prétraitement comprend un dégrilleur à maille 6 mm, un poste de relevage, un tamis de type séparateur de phase, deux bassins tampon, d'un flottateur ainsi qu'une station de prélèvement pour les analyses des rejets d'eaux issus de prétraitement.</p> <p>L'installation de prétraitement est conforme au dossier d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux usées générées par l'établissement aboutissent après un prétraitement conforme à l'article 4.4.4.1 dans la station d'épuration de Fruges, autorisée par arrêté préfectoral en date du 9 octobre 2012 et exploitée par le syndicat des eaux et d'assainissement de Fruges Coupelle Neuve.</p> <p>Le débit maximum journalier est fixé à 200 m³/j et le débit maximal horaire de 36 m³.</p> <p>Dans les 6 mois à compter de la mise en service de l'installation, une convention est établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration.</p>

l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration.

Les eaux pluviales issues des toitures, voiries et zones de stationnement sont collectées dans un bassin d'orage (utilisé également comme bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie) équipé en aval d'un séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau pluvial communal.

**Constats :**

Le site dispose d'un réseau d'évacuation des eaux de type séparatif, il dispose d'un réseau d'eaux pluviales et d'un réseau d'eaux usées.

Pour le réseau d'eaux pluviales, les eaux sont collectées et dirigées vers un bassin de collecte avant de passer dans un séparateur d'hydrocarbures pour être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la commune conformément au dossier déposé. Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de sang dans le bassin des eaux pluviales.

Concernant le réseau d'eaux usées, il comprend les eaux sanitaires et les eaux issues du prétraitement. Le dernier regard avant évacuation vers le réseau de collecte de la ville a été ouvert par l'exploitant suite à la demande de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de sang à ce niveau.

Lors de l'inspection la convention de rejet signé en date du 13 janvier 2023 avec le syndicat des eaux et d'assainissement collectif de Fruges a été fourni.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet en STEP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.5.2

**Thème(s) :** Autre, Protection des ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température :  $\leq 30^{\circ}\text{C}$  ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies sur un échantillon moyen journalier ;
- Débit maximum :  $200\text{ m}^3 / \text{jour}$ .

**Paramètres**

Concentration maximale en sortie de station de prétraitement en mg/l / Flux maximal rejeté en Kg/jour

- MES 1200 240
- DCO 4000 800
- DBO5 2000 400
- N global\* 300 60
- P total\* 50 10

**Constats :**

Les analyses en date du 18/12/2025, 27/01/2026 et 06/02/2026 sont conformes en termes de valeur pour les rejets. Concernant l'analyse du 08/10/2025, on peut constater des dépassements des limites de valeur de rejet. La cause de la non-conformité a été identifiée, traitée et mentionnée sur l'analyse pour la traçabilité. L'analyse des déclarations de rejet par l'exploitant sur GIDAF montre sur les années 2025 et 2024 des dépassements régulier avec comme principale justification une augmentation du tonnage et ou un mauvais fonctionnement de la station de prétraitement. Un point d'attention doit être fait particulièrement pour assurer le bon fonctionnement de la station de prétraitement et sa capacité de traitement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.  Le bassin de récupération des eaux pluviales est équipé d'une vanne manuelle en sortie pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs (conditions de fermeture, désignation d'une personne et d'un suppléant) et de traitement de ces eaux polluées.  Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont analysées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.  Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une vanne de barrage, une sur le réseau d'eau pluviale avant rejet dans le réseau d'eau pluviale de la commune. Celle-ci ne fait pas l'objet d'un test régulier par l'exploitant et n'est pas inscrite dans la procédure de gestion des risques incendie. De plus la signalisation de sa localisation sur le site est doit être bien visible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La vanne de barrage doit faire l'objet d'une vérification de son bon état de fonctionnement au minimum une fois par an par l'exploitant. Elle doit également faire partie de la procédure de gestion des risques en cas d'incendie et sa localisation doit être clairement identifiée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>• une clôture rigide entourant l'ensemble du site ;</li><li>• deux grilles d'accès, une principale pour rentrer sur le site et une deuxième pour accéder à la bouverie et l'arrière du site ;</li><li>• un passage canadien au niveau de la deuxième grille pour éviter la fuite des animaux ;</li><li>• un contrôle d'accès par badge sur l'ensemble des portes donnant accès à l'intérieur du bâtiment.</li></ul> Lors de l'arrivée de l'inspection sur le site, il a été constaté que la première et la seconde grille étaient maintenues ouvertes, ce qui lui a permis de rentrer librement sur le site et de se garer au niveau de la bouverie et d'avoir un accès direct sans restriction à la bouverie et à l'arrière du site.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'accès des personnes étrangères au site ne peut être fait de façon libre. Au minimum la seconde grille donnant accès à la bouverie et à l'arrière du site doit être maintenue fermée en permanence et l'ouverture de celle-ci doit être faite par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 jour

**N° 9 : Stockage déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 5.1.3.2

**Thème(s) :** Autre, Déchets et sous-produits animaux

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux arrêtés du 07 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques modifié au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Les matières recueillies lors du prétraitement (dégrillage 6 mm) des effluents de l'installation, défini à l'article 4.4.4.1 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1069/2009.

Les locaux, bennes, bacs et aires servant au stockage et à l'entreposage des déchets sont maintenus propres en permanence.
<b>Constats :</b> L'ensemble des déchets et sous-produits animaux issus de l'abattage est stocké dans les locaux de l'abattoir conformément au dossier d'autorisation. Les eaux de nettoyage et les jus issus de ces zones sont dirigés vers la station de prétraitement. Concernant la zone de lavage des bacs, elle est située en dehors des locaux d'abattage et dispose d'une récupération des eaux dirigée vers la station de prétraitement. Lors de l'inspection, il a été constaté des matières organiques en dehors de cette zone (zone de récupération des eaux pluviales). Les locaux (fumier et local de prétraitement) et bennes servant au stockage des matières stercoraires et celles issues du prétraitement présentent des débordements et ne sont pas correctement nettoyés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les locaux, bennes, bacs et aires servant au stockage et à l'entreposage des déchets sont maintenus propres en permanence. Tout débordement en dehors de ces zones est interdit.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un système permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>• les dispositifs permettant d'assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie (conforme à la notice D9 transmise) de telle sorte que les Sapeurs-Pompiers puissent disposer d'un volume total d'eau de 500 m<sup>3</sup> durant deux heures, dans un rayon de 150 mètres, par voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre et en dehors des flux thermiques.</li> <li>• La défense incendie est assurée par un poteau incendie d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h implanté à proximité du site et complétée par 2 citernes incendie (type souple) d'un volume de 300 m<sup>3</sup> et 240 m<sup>3</sup> mises en place sur le site conformément au plan fourni en annexe.</li> </ul> L'exploitant est tenu de consulter le SDIS pour avis technique et référencement des ouvrages avant réalisation. Chaque réserve incendie est entourée d'une clôture de sécurité d'une hauteur supérieure à 2 mètres. Chaque réserve est accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN, implantée à plus de 30 m des bâtiments et en dehors des flux thermiques. La réserve est signalée conformément à la norme NFS 61-221. Une ou des plate-formes d'aspiration de 32 m <sup>2</sup> minimum (1 par tranche de 120 m <sup>3</sup> ) accessibles en tout temps par les engins d'incendie, sont aménagées et équipées de poteaux/puisards d'aspiration hors gel.
<b>Constats :</b> Le site dispose de deux réserves incendies implantées conformément au dossier. Il dispose également d'un contrôle périodique des équipements d'incendie à jour (date de réalisation 16 octobre 2025).
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 11 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une vérification périodique de ces installations électriques à jour ( date de réalisation 03/03/25). Le rapport fait mention d'observations qui ont été levées par l'exploitant. Un point de vigilance doit être fait pour le renouvellement de la vérification périodique qui arrive prochainement à échéance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déclaration des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pour rappel, tout accident ou incident, même en cas de pollution accidentelle, doit faire l'objet d'une déclaration auprès du service d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b> Le site dispose de deux vannes de barrage, une sur le réseau d'eau pluviale avant rejet dans le réseau d'eau pluviale de la commune et une autre sur le réseau d'eaux usées avant son rejet dans le réseau communal. Ces vannes ne font pas l'objet d'un test régulier par l'exploitant et ne sont pas inscrites dans la procédure de gestion des risques incendie. De plus la signalisation de sa localisation sur le site est doit être bien visible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les vannes de barrage doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon fonctionnement au minimum une fois par an par l'exploitant. Elles doivent également faire partie de la procédure de gestion des risques en cas d'incendie et leur localisation doit être clairement identifiée sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : Cuvettes de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17

**Thème(s) :** Élevage, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

**Constats :**

Il a été constaté que les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols présents sur le site étaient sur rétention.

Concernant la capacité de rétention, celle-ci doit faire l'objet d'un contrôle par l'exploitant avec son fournisseur, afin de pouvoir assurer une rétention conforme à la réglementation en fonction de la quantité de produit stocké sur celle-ci.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 15 : Connaissance des produits, Étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Au-dessus de chaque stockage de produit, une fiche rappelant la nature du produit est installée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Rétentions des stockages de déchet et de sous-produit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.  Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.  Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.  Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.  L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.  A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a pu être constaté que l'ensemble des déchets issus de l'abattage était entreposé dans les locaux prévus à cet effet ou sur des zones avec une rétention dirigée vers la station de prétraitement. Seule la rétention de la cuve de sang n'était pas conforme, le bouchon permettant la rétention n'était pas mis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La rétention de la cuve à sang doit faire l'objet d'une attention particulière et doit être fonctionnelle en toute circonstance afin d'éviter tout déversement de sang dans le réseau d'eaux usées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 17 : Capacité****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article article 1.2.1**Thème(s) :** Autre, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature**Prescription contrôlée :**

rubrique de classement	libellé de la rubrique	volume	as, a, d, c, nc (1)	rayon d'affichage
2210-1	Abattage d'animaux	40 t/j	A	3 km
2221-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	5 t/j	E	
2355	Dépôts de peaux	60 t	D	
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés : emploi dans des équipements clos en exploitation	400 kgs	DC	

(1) A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; DC : (contrôle périodique) ; NC : (non classé)

**Constats :**

Lors de l'inspection, le tonnage journalier sur la période du 26/01/26 au 13/02/26 a été fourni, il a été constaté deux dépassements :

- le 30/01/2026 : 43T066
- le 06/02/2026 : 47T652

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour rappel, la capacité maximum d'abattage par jour du dossier est de 40 tonnes.

Il vous appartient soit de mettre en œuvre les moyens pour respecter cette prescription ou de faire un porter à connaissance modifiant la capacité journalière de production.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 4 mois**N° 18 : Prévention des accidents et des pollutions****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13**Thème(s) :** Élevage, Prévention des accidents et des pollutions**Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence d'un registre reprenant l'ensemble des accidents ou incidents liés au fonctionnement de l'établissement. Les incidents et/ou accidents sont bien connus et identifiés par l'exploitant mais non répertoriés dans un registre spécifique reprenant la cause et l'action corrective mise en place.

Un point de vigilance doit être apporté sur la mise en place de ce registre afin de centraliser tous les accidents ou incidents liés au fonctionnement du site (il doit reprendre la nature, la cause et l'action corrective mise en place).

**Type de suites proposées :** Sans suite



